



Le Bois-Plage-En-Ré,
le 06/06/19

MOTION

du IV^e Congrès

de la CGT Finances Publiques

La France connaît ces derniers mois un déchaînement de violence contre le mouvement social sans précédent depuis 1962.

Le gouvernement dévoie tous les principes et fondements du maintien de l'ordre qui lui ont valu les condamnations du haut commissariat des droits de l'Homme de l'ONU et du défenseur des droits.

Confronté au rejet de sa politique de régression sociale, le gouvernement Macron-Philippe cherche à légitimer sa violence et sa répression en criminalisant l'expression populaire et l'action syndicale, en engageant des poursuites disciplinaires et judiciaires.

D'arrestations arbitraires de condamnations expéditives à de la prison ferme, d'atteintes à la liberté d'informer, en mutilations irréversibles par dizaines infligées par des armes interdites dans les autres pays de l'Union Européenne, le gouvernement dévoile le vrai visage de sa politique.

Pour mener à bien la destruction des conquêtes issues des luttes des travailleurs, il est prêt à remettre en cause les libertés publiques et individuelles.

Le congrès de la CGT Finances Publiques condamne la violence politique autoritaire et antidémocratique dont l'objet n'est pas de maintenir l'ordre mais d'imposer l'ordre « néo-libéral » visant à détruire les conquêtes sociales des travailleurs.

La CGT Finances Publiques exige l'abrogation de la loi liberticide dite loi « anti-casseurs » adoptée le 12 mars 2019.

SYNDICAT NATIONAL CGT FINANCES PUBLIQUES :

Case 450 - 263 rue de Paris - 93514 Montreuil Cedex - www.financespubliques.cgt.fr -

✉ : cgtfinancespubliques.bn@dgfip.finances.gouv.fr - ☎ : 01.55.82.80.80 - 📠 : 01.48.70.71.63

Suivez-nous sur facebook ou twitter : [f](https://www.facebook.com/cgt.finpub) : @cgt.finpub (Syndicat National CGT Finances Publiques) [t](https://twitter.com/cgt_finpub) : @cgt_finpub (CGTFinancesPubliques)